

Objet : SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT : approbation et signature de la convention Pacte territorial - France Rénov' de la CC CVV établie avec les partenaires publics

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le trois décembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, Laurent CLAUDE ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Champoungny** : VINCENT Éric ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, SACCHIERO Laëtitia, THIRIOT Elise ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; FERIOLI Alain de MOUSTY Michel ; BARREY Patrick de THIRIOT Elise ; CAHU Gérard de CARE Florent ; LAURENT Claude de MARCHAND Martine ; LANTERNE Bruno de KIEFER Sandrine

Secrétaire de séance : MARCHAND Eric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 52

VOTES : Pour : 52 - Contre : 0 - Abstention : 0

**Objet : SERVICE PUBLIC DE RENOVATION DE L'HABITAT
de la convention Pacte territorial - France Rénov' de la CC CVV
publics**

12/12/2024 Délibération n°118-2024

Le financement du Service Public de la Rénovation Énergétique (SPRH) repose depuis 2020 sur le programme des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) « Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique » (SARE). Celui-ci se terminant fin 2024, l'État a lancé depuis plusieurs mois les travaux devant aboutir à son remplacement par un financement direct de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

La réforme de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales vise à proposer un cadre renouvelé pour la mise en œuvre du service public de rénovation de l'habitat (SPRH) par le biais d'un Pacte.

L'objectif est de proposer une offre de service public universelle pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé, sur l'ensemble du territoire et accessible à toute la population.

Le nouveau modèle de contractualisation se décline à deux niveaux : au niveau régional et au niveau territorial.

Le service public de la rénovation de l'habitat vise à informer, conseiller et accompagner les ménages dans tous les champs de la rénovation de l'habitat privé notamment la rénovation énergétique, l'adaptation du logement au vieillissement et au handicap, la lutte contre l'habitat indigne ou dégradé, le traitement des copropriétés, notamment les copropriétés dégradées.

Signé pour une durée maximale de 5 ans renouvelable, le Pacte se décline autour de deux volets d'interventions obligatoires :

- Dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

- Mobilisation des ménages
- Mobilisation des publics prioritaires
- Mobilisation des professionnels

- Information, Conseil et Orientation

La majorité de ces missions étaient déjà exercées par le service France RENOV de la collectivité. Le conseiller France Renov' doit désormais être identifié comme le Guichet Unique de l'Habitat sur l'ensemble de la CC CVV. Il doit être accessible pour tous les publics et sur l'ensemble des thématiques de la rénovation de l'habitat. Cela se traduit notamment par

- Mission d'information et d'orientation (points d'accueils, Orientation des ménages vers l'interlocuteur adéquat ;
- Mission de conseil personnalisé (informations adaptées au ménage neutres et gratuites ;
- Mission de conseil renforcé (pour initier le passage à l'acte des ménages hésitants ;

La commission Habitat a validé la mise en œuvre de la mission facultative de conseil renforcé qui est de répondre à la question que se pose le ménage tout en l'incitant à aller plus loin et en l'orientant vers un conseil personnalisé, un audit, un accompagnement. Cette mission pourra être exercée par un prestataire.

Compte tenu de la complexité, la commission Habitat a acté que la collectivité n'accompagnera pas les ménages dans le cadre de leurs

Il est demandé au conseil communautaire d'approuver sur le principe la signature d'une convention de pacte territorial - France Rénov' de la CC CVV établie avec les partenaires publics.

La validation de la convention implique les avis préalables de l'ANAH, de la DREAL ainsi que de la Commission Locale pour l'Amélioration de l'Habitat avant que la CC CVV puisse délibérer.

La CC CVV pourra solliciter les subventions suivantes auprès des partenaires financiers :

- un financement de l'Anah s'élevant à 50% des dépenses ;
- un financement de la Région Grand Est à hauteur de 0,15 € par habitant ;
- une aide éventuelle du Conseil Départemental de la Meuse.

Le Conseil Communautaire, après exposé du Vice-Président, à l'unanimité

Vu le projet de convention Pacte territorial - France Rénov' de la CC,

DECIDE DE :

- **Valider** l'engagement de la CC CVV à élaborer une convention Pacte territorial - France Rénov' à l'échelle de son territoire avec les partenaires publics ;
- **Approuver** le déploiement du Service Public de la Rénovation de l'Habitat de la CC CVV sur les volets obligatoires « Dynamique territoriale » et « Information, Conseil et Orientation » dès le 1er janvier 2025 et pour une durée de 5 années (2025–2029) avec la mission facultative « Conseil renforcé »
- **Etudier** et solliciter l'ensemble des qualifications et outils indispensables au bon fonctionnement du service ainsi que les financements existants afférents ;
- **Autoriser** le Président à déposer la convention auprès des partenaires publics pour validation ;
- **Approuver** sur le principe la signature d'une convention de pacte territorial - France Rénov' de la CC CVV établie avec les partenaires publics ;
- **Autoriser** le Président à signer ladite convention et l'ensemble des documents relatifs à ce projet.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 03/12/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.